



Création de deux salles de classe à la CCI

97300 - Cayenne

Centre de Formation
d'Apprentis



Lot n°1

**Second Oeuvre : Dépose (hors amiante),
Menuiseries, Peinture, Faux plafond,
Revêtements sols et murs, Plomberie**

CCTP

MAITRE D'OEUVRE :
IPCO
720 route de Rémière
97354 Rémière-Montjoly
Tél : +594 594 20 48 27
Mél : contact@ipco.bet

ARCHITECTE :

Dossier	25048
Date	07/08/2025
Phase	DCE
Indice	0



Sommaire

Ouvrages.....	13
Généralités.....	13
Cloisons.....	14
Cloisons plaques de plâtre.....	14
Cloisons amovibles vitrées.....	14
Dépose et remplacement d'un coffre de descente d'eau glacée et usées.....	14
Coupe feu.....	14
Menuiseries alu.....	16
Portes aluminium.....	16
Plaques signalétiques.....	16
Menuiseries PVC.....	16
Porte en PVC.....	16
Menuiseries bois.....	16
Faux-plafond.....	17
Revêtement de sol	18
Peinture.....	18
Plomberie.....	19
Dépose et remplacement de canalisations d'évacuation existantes près de l'escalier des sanitaires.....	19
Remplacement des WC	19
Ensemble complet cuvette et réservoir de chasse.....	19
Dépose et remplacement lavabo double	19
Dépose et remplacement d'un lavabo double en un lavabo simple.....	19
Fourniture et pose de système VMC autoréglable.....	19
Nettoyage de fin de chantier.....	20

1.1 Consistance du marché

1.1.1 Objet des travaux

Dans le cadre de l'opération « **Création de deux salles de classe à la CCI** », le présent marché a pour objet les travaux de **Second Oeuvre : Dépose (hors amiante), Menuiseries, Peinture, Faux plafond, Revêtements sols et murs, Plomberie**.

Tous les travaux incombant à ce lot sont décrits dans le présent cahier des clauses techniques et particulières.

Aucun défaut d'indication dans le présent document ci-après ne saurait justifier l'inobservation des prescriptions techniques, ni demande de travaux supplémentaires pour la complète réalisation des travaux demandés.

1.1.2 Prestations à la charge du présent lot

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprennent :

- l'amenée sur le site des travaux, la maintenance et le repli en fin de travaux, de l'installation de chantier, de l'outillage et du matériel d'exécution

- la fourniture à pied d'œuvre de tous les matériaux et produits nécessaires à l'exécution des travaux
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à l'exécution des travaux
- la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être salis ou détériorés par les travaux du présent Lot
- la reconnaissance des subjectiles dans les conditions définies par les documents contractuels du marché
- les travaux de peinture intérieure sur enduits, béton ou plaques de plâtre, sur parois verticales ou horizontales
- les travaux de peinture extérieure sur enduits ou béton
- les travaux de peinture sur portes isoplanes
- la mise en peinture des surfaces de référence et des éprouvettes mobiles en conformité avec les prescriptions du NF DTU 59.1
- l'application des produits suivant les prescriptions du NF DTU 59.1 et des documents particuliers du marché concernant l'état de finition, l'aspect mat, satiné ou brillant, lisse, finement poché, poché ou structuré, et les coloris
- l'exécution de travaux de qualité de finition très soignée dans les conditions définies par les documents particuliers du marché (DPM)
- les raccords nécessaires après intervention d'autres corps d'état dans les conditions précisées au DPM
- les protections des ouvrages des autres corps d'état pouvant être tachés par la peinture
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux
- le nettoyage final, réalisé par un professionnel
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages
- le tri sélectif des emballages et des déchets et leur enlèvement hors du chantier dans le respect de la législation en vigueur.

1.1.3 Documents à fournir par le titulaire du présent lot

Pendant la période de préparation des travaux, le titulaire du présent lot devra fournir tous les plans d'exécution de ses travaux, ainsi que les notes de calcul demandées par le contrôleur technique ou le maître d'œuvre.

D'autre part, il devra également fournir un planning prévisionnel de ses travaux afin que la Maîtrise d'œuvre puisse élaborer le planning général TCE.

En fin de chantier, l'entrepreneur devra remettre le DOE à la Maîtrise d'œuvre et le DIUO au coordonnateur SPS.

1.2 Prescriptions techniques générales

1.2.1 Obligations de l'entrepreneur

1.2.1.1 Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par la destination finale des locaux, dont notamment :

- conformité à la réglementation
- conditions hygrométriques des locaux
- nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation
- conditions particulières rencontrées pour le chantier
- compatibilité des matériaux entre eux
- etc.

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères imposés par la destination finale des locaux.

Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.

Le maître d'œuvre prendra alors toutes décisions à ce sujet.

1.2.1.2 Prix du marché

Les prix du marché comprendront implicitement :

- la protection des ouvrages jusqu'à la réception
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCAP
- la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent Lot
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :
 - le nettoyage et l'enlèvement de toutes projections sur les parois verticales, plafonds et sols, etc., ainsi que de tous déchets et autres résultant des travaux et leur enlèvement aux décharges publiques,
 - les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux,
 - le ramassage et la sortie des déchets et emballages,
 - le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur,

1.2.1.3 Pièces à fournir par l'entrepreneur avec son offre

À l'appui de leur offre, les entrepreneurs devront obligatoirement joindre un dossier technique, comprenant les pièces suivantes :

- un devis estimatif détaillé avec quantités et prix unitaires répondant aux différents postes du présent CCTP
- un descriptif détaillé avec documentation des différents matériaux et leur finition le cas échéant prévus dans l'offre, notamment :
 - peintures intérieures,
 - peintures extérieures,
 - lasures.

Et toutes autres pièces que l'entrepreneur jugera utile pour la bonne compréhension de son offre.

1.2.1.4 Obligation de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat : il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

1.2.2 Spécifications et prescriptions générales

1.2.2.1 Contrôle et réception des matériaux sur chantier

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux et fournitures sur chantier avant mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies au chapitre « Documents de référence contractuels ».

Tous les matériaux défectueux et ceux non conformes le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

1.2.2.2 Liaisons entre les corps d'état

A. Préambule

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet, devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations
- chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

L'entrepreneur du présent Lot sera tenu de fournir, à la date prévue sur le planning, tous les plans d'exécution, les renseignements et les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état.

En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, cet entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences qui en découleront, tant sur ces propres travaux, que sur ceux des autres corps d'état.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent marché ne pourra en aucun cas se prévaloir ensuite de manques de renseignements ou autres pour réclamer un supplément aux prix de son marché.

B. Coordination avant et pendant les travaux

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent Lot devra :

- remettre à l'entreprise de gros œuvre, par le canal du maître d'œuvre, toutes indications relatives à l'état de livraison, à la préparation, etc., des supports destinés aux travaux du présent Lot
- remettre aux autres entreprises intéressées, toujours par le canal du maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider lesdites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent Lot.

En complément aux prescriptions des DTU l'entrepreneur sera tenu :

- de s'informer auprès du maître d'œuvre des éventuelles sujétions particulières pouvant découler des conditions d'exploitation des locaux et pouvant avoir une influence sur les travaux de cloisons, habillages et plafonds
- de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état, afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

1.2.2.3 Stockage

Le stockage des matériaux sur le chantier reste sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur.

Les frais de stockage, le cas échéant, sont à la charge de l'Entrepreneur.

1.2.2.4 Assurances et garanties

Pour les travaux de peinture, le ou les fabricant(s) et l'entrepreneur doivent engager leur responsabilité et accorder leur garantie au maître d'ouvrage.

A. Garantie du fabricant

Les produits des fabricants sont couverts, dans le cadre de la Responsabilité Civile Fabricant, pour une Garantie produit couvrant les vices de

fabrication qui pourraient affecter leur bonne tenue ou leur efficacité.

Dans ce cas, la garantie couvre le remplacement du produit et la prise en charge des frais occasionnés par ce remplacement.

B. Garantie de l'entrepreneur

La garantie de l'entrepreneur est régie par l'assurance construction (article 1792 du Code Civil). Cette loi lui impose :

- une garantie de bon fonctionnement de deux ans à dater de la réception du chantier pour les revêtements ayant une fonction décorative : produits de façades de Classe D et produits et systèmes à fonction principale décorative
- une garantie décennale à dater de la réception du chantier pour les revêtements ayant également une fonction technique : revêtements de façades de Classes I et T.

La mise en œuvre des revêtements techniques doit faire l'objet d'une déclaration de cette activité à l'assureur.

La mise en œuvre de revêtements dits de technique non courante (procédés hors DTU par exemple) nécessite la souscription de garanties complémentaires à la décennale de base de l'entrepreneur.

C. Garantie contractuelle de bonne tenue

Fabricant et entrepreneur peuvent prolonger conjointement la durée de garantie légale des gammes décoratives et des revêtements de façades de Classe D pour la porter à cinq ou dix ans dans le cadre d'un marché de travaux.

Cette garantie optionnelle est alors souscrite par l'entrepreneur auprès du fabricant lorsque le maître d'ouvrage l'exige.

Pour certains revêtements, cette prolongation de garantie peut se faire par la souscription d'un contrat d'entretien périodique.

1.2.2.5 Prescriptions techniques

A. Généralités

Il est rappelé que l'entrepreneur du présent Lot n'est pas un simple fournisseur mais un spécialiste avisé et expérimenté d'une pratique éprouvée, et ses connaissances lui font un devoir de signaler le cas échéant en temps utile au maître d'œuvre, les manques de compatibilité, insuffisances ou omissions qui pourraient apparaître dans les systèmes prescrits.

L'entrepreneur du présent Lot sera contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, pris connaissance des CCTP des autres corps d'état, et avoir ainsi une connaissance parfaite et complète des différents supports devant être peints, ainsi que toutes les conditions de prestations des autres corps d'état pouvant avoir une influence sur le prix et la qualité des travaux de peinture.

L'offre de l'entrepreneur devra comprendre tous les travaux de peinture ainsi que tous travaux préparatoires nécessaires pour lui permettre de livrer les locaux et les extérieurs entièrement finis dans les règles de l'art.

Dans le cadre de l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur du présent Lot aura implicitement à sa charge et sans ordre spécial ni supplément de prix, l'exécution de tous travaux préparatoires même non mentionnés au présent CCTP tels que nettoyages de taches éventuelles, isolation des traces de rouille le cas échéant, isolation des taches d'humidité accidentelles et localisées, etc.

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge tous échafaudages et autres agrès nécessaires à la parfaite réalisation des travaux.

B. Liste des produits

L'entrepreneur soumettra avant le commencement des travaux au maître d'œuvre pour agrément, la liste des produits qu'il envisage d'utiliser. Le maître d'œuvre se réserve le droit de refuser les produits qui ne correspondraient pas aux conditions et prescriptions du présent CCTP.

C. Assistance du fabricant

Quel que soit le contexte, la présence voire l'assistance du fabricant de peintures peut se révéler essentielle, en cours de chantier, pour une adaptation aux besoins réels des travaux.

Si l'entrepreneur n'effectue pas cette demande, le maître d'œuvre pourra l'exiger s'il le juge utile.

D. Choix des produits

Avant tout début de travaux, l'entrepreneur s'assurera que les différents produits prévus au présent CCTP conviennent parfaitement à l'emploi envisagé, et ceci en fonction de la nature et de l'état des supports dont il aura une parfaite connaissance, ainsi que des conditions climatiques ou autres particularités du chantier.

En ce qui concerne les couches d'impression et couches primaires, l'entrepreneur du présent Lot devra se mettre en rapport avec les entrepreneurs intéressés afin de s'assurer que les produits qu'il envisage d'appliquer répondent parfaitement compte tenu de la nature des couches d'impression et couches primaires appliquées.

L'entrepreneur fera le cas échéant et par écrit au maître d'œuvre les remarques et suggestions avec toutes justifications à l'appui.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent Lot sera toujours responsable du choix des produits qu'il entend mettre en œuvre, et notamment :

- les produits pour impressions et couches primaires seront à déterminer par l'entrepreneur en fonction de la nature et de l'état des supports d'une part, et de la nature du type des produits de finition d'autre part
- les produits pour rebouchages et enduits devront être compatibles avec les couches d'impression ou couches primaires ainsi qu'avec les produits de finition. Les enduits devront être adaptés au type de finition lisse ou structurée
- les produits pour couches intermédiaires et de finition devront être compatibles avec les produits des couches préparatoires et apprêts, et être de type voulu pour permettre d'obtenir l'aspect de finition demandé

Selon la nature et la qualité de surface des matériaux à revêtir, l'entrepreneur proposera un état de finition :

- état de finition A : soignée.

L'entrepreneur devra également tenir compte dans le choix des produits, des atmosphères intérieures particulières rencontrées (humides, agressives, etc.) sur le chantier concerné.

E. Choix des teintes

Le choix des teintes appartient au maître d'œuvre.

Aucun supplément de prix ne pourra être demandé pour l'emploi de telle ou autre teinte, ainsi que pour l'exécution de plusieurs teintes sur les parois d'un même local, rechapissage ou autres, par dérogation aux spécifications du cahier des charges du NF DTU 59.1.

Le maître d'œuvre pourra demander l'emploi de couleurs vives, sans majoration de prix.

F. Surfaces de référence

Les surfaces de référence, dont le nombre et la superficie seront déterminées par le maître d'œuvre, devront obligatoirement être traitées avec les produits et les procédés prescrits pour chaque système.

Il est exécuté autant de surfaces de référence qu'il y a de types de supports et de systèmes de peinture.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander au fournisseur du ou des produits concernés, de suivre la réalisation de ces surfaces de

référence.

G. Éprouvettes échantillons d'aspect

À l'origine des travaux, une éprouvette échantillon d'aspect du revêtement (brillant, texture, couleur) peut être exécutée par l'entrepreneur. Le nombre des éprouvettes échantillons d'aspect à réaliser par l'entrepreneur sera défini par le maître d'œuvre. En tout état de cause, l'entrepreneur devra présenter des éprouvettes jusqu'à obtention exacte des couleurs demandées.

1.2.2.6 Protection de l'environnement - lutte contre la pollution

L'entrepreneur sera tenu de prendre, dans la mesure du possible, les dispositions suivantes dans le cadre de la lutte contre la pollution et de la protection de l'environnement.

Pour les peintures de façades, les peintures généralement utilisées sont des peintures en phase aqueuse.

Il est donc demandé à l'entrepreneur d'utiliser dans toute la mesure du possible et sauf impossibilité technique, des peintures et des laques en phase aqueuse.

1.2.2.7 Prescriptions diverses

A. Raccords

Dans le cadre de l'exécution de son marché, le présent Lot aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les raccords de peinture afférents aux travaux des autres corps d'état.

B. Protection des ouvrages des autres corps d'état - Nettoyages

Le présent Lot devra prendre toutes les précautions qui s'imposent pour assurer la protection de tous les ouvrages qui pourraient être tachés ou attaqués par les peintures ou autres produits employés.

Il devra le cas échéant, après exécution de ses travaux, enlever toutes les tâches ou traces de peinture sur tous les ouvrages imparfaitement protégés. Ces nettoyages ne devront en aucun cas détériorer les ouvrages, notamment les vitres qui ne devront pas être rayées.

Tous les articles de ferrage et quincaillerie mobiles devront être nettoyés et grattés dès finition des peintures, afin d'assurer leur fonctionnement normal.

Les plaques des appareillages électriques seront déposées et reposées après travaux de peinture, par le présent Lot.

1.2.2.8 Opérations de contrôle

A. Échantillons

Les échantillons de produits dont l'emploi est envisagé seront déposés au bureau du maître d'œuvre au plus tard un mois avant l'exécution des travaux de peinture.

B. Prélèvements en cours de travaux

Si le maître d'œuvre le juge utile, il pourra faire effectuer pendant les travaux des prises d'échantillons qui subiront les analyses voulues, et les frais en résultant seront à la charge de l'entrepreneur si les résultats lui sont défavorables, et la charge du maître d'ouvrage dans le cas contraire.

Ces prélèvements se feront dans les conditions précisées au NF DTU 59.1.

C. Frais à la charge de l'entrepreneur

Par frais afférents à une opération de contrôle, il faut entendre tous ceux entraînés par les travaux, emploi de main d'œuvre, de matériaux pour prélèvements, les transports et manutentions nécessaires à cette opération, et le coût des analyses.

De plus, l'imputation des frais à l'entreprise n'affecte en rien les conséquences que les résultats défavorables peuvent entraîner par ailleurs.

1.2.2.9 Essais et vérifications

Les essais et vérifications seront à effectuer selon le NF DTU 59.1.

La réception des travaux sera effectuée après l'achèvement des travaux de peinture et séchage parfait.

L'état de finition des surfaces réceptionnées sera conforme à celui prévu au CCTP., aux prescriptions du NF DTU 59.1 et à l'aspect présenté par les surfaces de référence exécutées.

De faibles écarts de couleur et de brillance sont acceptables et usuels dans les travaux de bâtiment.

En cas de désaccord sur la conformité des ouvrages, il sera procédé à la vérification des caractéristiques visées au NF DTU 59.1.

En cas de non-conformité, l'entrepreneur de peinture devra procéder à ses frais aux réfections nécessaires.

1.2.3 Prescriptions concernant la mise en oeuvre

1.2.3.1 Règles générales d'exécution

A. Prescriptions générales relatives aux produits

Tous les produits à utiliser devront être adaptés aux conditions rencontrées et en fonction de l'exposition des surfaces extérieures et intérieures, de l'exposition en atmosphère agressive, etc.

Les produits de marque seront uniquement utilisés suivant le mode d'emploi obligatoirement indiqué par le fabricant. Les travaux préparatoires devront être compatibles avec ces produits de marque.

Les couches d'impression devront être ajustées aux subjectiles en raison des différences d'absorption de ces derniers.

B. Prescriptions concernant les subjectiles

B.1 Prescriptions générales concernant les subjectiles

Les subjectiles devront répondre aux prescriptions du NF DTU 59.1.

En particulier, pour les subjectiles suivants :

- en béton brut de décoffrages intérieurs et extérieurs et produits industriels en béton
- à base de liants hydrauliques (enduits au mortier)

Les tolérances de planéité et aspect des parements devront répondre aux prescriptions du DTU susvisé.

B.2 Réception et reconnaissance des subjectiles

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur du présent Lot procédera à la reconnaissance des subjectiles, tant pour en tirer tous renseignements utiles à la bonne marche du travail que pour vérifier leur état de conformité aux prescriptions du DTU.

Cette reconnaissance sera effectuée en présence du maître d'œuvre et du ou des entrepreneur(s) ayant réalisé les subjectiles.

Elle fera l'objet d'un P.V. de réception signé des présents.

- Dans le cas où l'importance des travaux à entreprendre justifie une attention particulière, des essais préliminaires devront être réalisés sur les supports réels, disponibles, pour apprécier le contexte des nécessités du chantier futur, précaution bien préférable à toute épreuve de laboratoire ou procès-verbal de conformité. De tels essais peuvent se révéler, dans certains cas, si concluants qu'ils entraînent, à bon escient, une modification du descriptif initial.
- Dans des cas particuliers, le maître d'œuvre peut demander l'assistance du fabricant lors de la reconnaissance des subjectiles.

Subjectiles non conformes

Dans le cas de subjectiles non conformes et ne répondant pas aux prescriptions du DTU, l'entrepreneur du présent Lot fera par écrit au maître d'œuvre, ses réserves et observations avec toutes justifications à l'appui.

Il appartiendra alors au maître d'œuvre de prendre toutes décisions en vue d'obtenir des subjectiles conformes.

Le maître d'œuvre pourra alors être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés soit par l'entrepreneur ayant réalisé les supports concernés, soit par l'entrepreneur du présent Lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant réalisé le support non conforme.

Après exécution de ces travaux complémentaires une nouvelle réception aura lieu, dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Subjectiles parements béton apparent

En ce qui concerne les parements en béton apparent « parement soigné », le gros œuvre aura à sa charge la livraison de ces parements dans un état tel que le peintre, en réalisant les ouvrages préparatoires conforme au NF DTU 59.1 puisse livrer des ouvrages dans un parfait état de finition et conformes aux règles de l'art.

Ces parements feront l'objet d'une réception comme les autres subjectiles.

C. Travaux préparatoires

Les travaux préparatoires devront rendre le subjectile apte à l'application des produits de finition.

Les travaux ne devront être exécutés que sur des subjectiles parfaitement secs.

Avant application de toute couche, le subjectile devra être débarrassé des souillures, poussières, projections de plâtre ou de mortier, taches de graisse, etc.

Pour tous les subjectiles ayant reçu une couche primaire par les soins du fournisseur, le peintre devra procéder à une révision soignée de cette couche d'impression et il aura à sa charge l'exécution de tous les raccords nécessaires sur cette couche primaire.

Les travaux préparatoires comprennent notamment selon la nature du subjectile :

- le ponçage à sec
- l'époussetage

Pour ces travaux préparatoires, la qualité de la main d'œuvre constitue l'essentiel du résultat.

Il est ici formellement stipulé que les travaux préparatoires tels que grattage, brossage, époussetage, lavage, etc. devront impérativement être réalisés par une main d'œuvre qualifiée pour ce type de travaux.

Le maître d'œuvre refusera systématiquement toutes les peintures pour lesquelles les travaux préparatoires auront été mal exécutés.

Les ponçages devront être très soigneusement réalisés, et plus particulièrement sur les subjectiles en contreplaqué et autres panneaux dérivés du bois.

L'entrepreneur aura toujours à réaliser tous les ponçages en une ou plusieurs fois, en fonction du type de finition exigé.

D. Travaux d'apprêt

D.1 Couches d'impression ou couches primaires

L'entrepreneur devra avant tout début de travaux, pour chaque type d'impression ou de couche primaire à réaliser sur les différents subjectiles, présenter au maître d'œuvre les différents produits qu'il envisage d'utiliser, avec toutes justifications à l'appui, notamment :

- l'adaptation du produit au subjectile et à son état
- la compatibilité du produit avec le subjectile
- la compatibilité du produit avec les produits d'enduits et de peinture
- l'acceptation du produit par le fabricant du système de peinture prévu sur cette impression ou couche primaire.

D.2 Rebouchages - Enduisage

Le choix des produits pour rebouchages, ratissages et enduits (enduits gras, enduits maigres et mixtes, enduits diluables à l'eau, en poudre, en pâte ou pluricomposants...) sera du ressort et de la responsabilité de l'entrepreneur, en fonction des différents critères, dont notamment :

- nature et état du subjectile
- type de produit employé pour l'impression ou la couche primaire
- ambiance du local sèche ou humide, ou travaux extérieurs
- compatibilité avec le système de peinture prévu
- adapté au type de finition prévu

E. Travaux de finition

E.1 Couches de peinture

Les tons des différentes couches de peinture seront légèrement différents, sauf impossibilité technique, les tons étant pris à partir du subjectile du plus foncé au plus clair. La peinture de chaque couche devra être correctement croisée, sauf pour certaines peintures.

Avant application d'une nouvelle couche, toute révision sera faite, les gouttes et coulures grattées, toutes irrégularités effacées.

Une couche ne devra être appliquée qu'après séchage complet de la couche précédente.

E.2 Peinture de finition

La qualité de la peinture de finition est primordiale car c'est à ce niveau que sera jugée la qualité des travaux de finition.

L'entrepreneur de peinture devra veiller à la qualité de sa main d'œuvre et au bon état de l'outillage que celle-ci utilise, faisant contrôler par un responsable de chantier chevronné les opérations de ponçage des enduits et de lissage des peintures de finition.

En tout état de cause, l'entrepreneur devra réaliser tous les travaux de finition de peinture et tous travaux accessoires pour obtenir l'état de finition prévu.

Après achèvement et séchage de la couche de finition :

- le subjectile devra être totalement marqué
- les arêtes et moulures devront être dégagées
- le ton définitif devra être tout à fait régulier et conforme au ton de l'échantillon accepté par le maître d'œuvre

- les reprises ne devront pas être visibles
- l'application ne devra donner lieu à aucune surépaisseur anormale dans les feuillures.

1.2.3.2 Prescriptions particulières relatives à certains subjectiles

1.2.3.2.1 Plafonds en béton

Les plafonds en béton apparent, coulés en place ou prédalles, seront livrés à l'entrepreneur du présent Lot, avec un enduit de lissage réalisé par le lot Enduits.

1.2.3.2.2 Eléments extérieurs en bois

L'entrepreneur devra procéder à la reconnaissance des fonds à peindre : essence du bois, état, humidité, etc.

La lasure ne pourra être appliquée que sur des bois parfaitement secs.

L'emploi de tout produit en phase aqueuse ne sera pas admis.

Selon le cas, les bois seront traités :

- par un système microporeux
- par un système laque spécifique à cet usage
- par un produit d'imprégnation décorative pour bois (lasure).

Pour remédier à l'altération trop rapide d'une lasure, il peut être appliqué un vernis spécial mis au point pour cet usage par les fabricants.

1.2.3.2.3 Travaux de peinture sur maçonnerie et béton en extérieur

Les produits utilisés pour ces travaux devront impérativement répondre aux dispositions des différentes normes applicables en la matière.

Les travaux concernent, comme la norme NF EN 1062-1, l'ensemble des supports extérieurs en maçonnerie ou en béton correspondant à des parois ou autres éléments d'ouvrages de construction de bâtiment ou génie civil.

Application sur supports neufs

Les travaux préparatoires avant peinture sont relativement réduits.

Le temps suffisant à l'évaporation de l'eau excédentaire à l'eau de constitution étant respecté, les travaux de peinture peuvent être entrepris, un seul échafaudage servant, au besoin, au maçon et au peintre.

Ainsi, sur fonds secs et non pulvérulents, après un simple brossage, pour éliminer les quelques dépôts étrangers à la surface, la mise en œuvre d'un système de « peinture usuelle » - en phase aqueuse - peut être effectuée, sans risque particulier, si ce n'est le « risque thermique » :

- par temps chaud et sec :

- sur des façades sujettes à un ensoleillement important et prolongé, la dessiccation trop rapide des peintures en phase aqueuse risque d'entraîner la formation d'un craquelage superficiel du feuill. On peut remédier à cet inconvénient par une dilution accrue de l'impression ou mieux par une humidification préalable du support.

1.2.4 Prescriptions concernant les produits et matériaux

1.2.4.1 Règlement européen produits de construction - marquage CE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- les normes harmonisées
- les documents d'évaluation européens (ceux-ci permettent d'établir les Evaluations Techniques Européennes (ETE ou, en anglais, ETAs)).

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. En marquant CE un produit de construction, le fabricant s'engage sur la performance de ce produit.

Toutes les caractéristiques essentielles requises pour la démonstration de la satisfaction des exigences fondamentales applicables à l'ouvrage en application des réglementations le concernant seront déclarées et leur niveau ou classe de performance associé sera conforme ou à minima celui de l'exigence réglementaire applicable pour l'utilisation faite du produit.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit.

L'entrepreneur aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits non concernés par cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables

- le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables

- le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement

classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables. »

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entreprise qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr.

1.2.4.2 Produits et procédés innovants

Dès qu'ils sortent du contexte des techniques « traditionnelles », les constructeurs doivent établir avec leurs partenaires et leurs assureurs un niveau de confiance suffisant, tenant compte des caractéristiques de risques spécifiques des techniques et produits employés vis-à-vis des ouvrages réalisés.

Nombre des évaluations volontaires ont pour objet de contribuer à l'établissement de ce niveau de confiance, sans lequel l'établissement des projets, leur conduite, leur contrôle et leur réception seraient beaucoup plus compliqués. C'est en particulier le cas de l'Avis Technique (ATeC) et de l'Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX). Ainsi, les produits et procédés sous Avis Technique inscrits en liste « verte » par la Commission Prévention Produits (C2P) de l'Agence Qualité Construction (AQC), bénéficient généralement de la part des assureurs des mêmes conditions d'assurance que celles appliquées aux domaines traditionnels, tels que ceux par exemple couverts par une norme et un DTU.

L'entrepreneur devra pouvoir justifier de l'emploi de produits et procédés innovants bénéficiant d'une Avis Technique valide.

Au regard de l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, des « solutions d'accessibilité équivalente » peuvent être proposées, qu'il s'agisse de logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente de bâtiments d'habitation collectifs neufs et des maisons individuelles destinées à la location neuves d'établissements recevant du public neufs ou situés dans un cadre bâti existant, dès lors que le niveau d'accessibilité est au moins équivalent aux usages attendus de la réglementation :

« Une solution d'effet équivalent est une alternative technique, technologique ou architecturale qui rend le service ou l'usage prévu par la réglementation, avec la plus grande autonomie possible. Elle est instruite et approuvée exclusivement par une sous-commission départementale d'accessibilité (SCDA) selon les modalités définies par arrêtés. Elle doit servir au plus grand nombre au sein de la famille de handicap visé et ne doit pas créer de gêne pour des personnes atteintes d'un autre type de handicap ou, plus largement, pour quiconque. La réglementation n'aura ainsi pas à être modifiée pour s'adapter aux évolutions et innovations techniques et technologiques. Elle doit répondre aux « usages attendus », c'est-à-dire aux objectifs réglementaires qui fixent la qualité d'usage, sans pour autant respecter les « caractéristiques minimales », c'est-à-dire la ou les modalités proposées par la réglementation pour y parvenir. Elle est ainsi soumise à une obligation de résultat, mais pas à une obligation de moyens. D'où son intitulé « solution d'effet équivalent ».* (Définition élaborée par la DMA en partenariat avec ANFE, APAJH, APF, Bucodes, CAPEB, CEREMA, CFPSAA, CNOA, COPREC, DDT 01/21/38, DHUP, FFB, PP de Paris, Sherp'acces, UNSFA (avril 2018)).

* Attention : en ce qui concerne l'accessibilité, le nom « solution d'effet équivalent » a évolué avec la Loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC). Il est évoqué désormais dans le Code de la Construction et de l'Habitation la « solution d'accessibilité équivalente », afin de ne pas confondre avec le dispositif de solution d'effet équivalent introduit par cette loi, sans modifier le fond des dispositions applicables.

En ce sens, l'entrepreneur est à même de proposer une solution novatrice si celle-ci répond aux objectifs réglementaires. Cependant, une solution d'accessibilité équivalente se doit d'être « contextualisée et analysée dans un environnement précis pour être évaluée correctement. Elle ne peut pas être systématisée. Ainsi, une solution peut tout à fait fonctionner et être approuvée dans un contexte et rejetée dans un autre ». La solution d'accessibilité équivalente est instruite et approuvée de manière pérenne exclusivement par une sous-commission départementale d'accessibilité (SCDA) selon les modalités définies par arrêtés.

1.2.4.3 Fournitures et matériaux

Les fournitures et matériaux entrant dans les travaux du présent Lot devront répondre aux conditions et prescriptions suivantes :

A. Classification des produits de peinture

Ces produits sont classés suivant la norme NF T36-005 et ils doivent répondre aux normes énumérées au NF DTU 59.1.

B. Produits de marque

Les produits de marque devront être livrés sur le chantier dans les emballages d'origine, et ils devront répondre aux contextures et qualités garanties par le fabricant, ainsi qu'aux emplois auxquels ils sont destinés.

Dans tous les cas où une peinture est définie ci-après par une marque nommément désignée, l'entrepreneur aura la faculté de proposer au maître d'œuvre une peinture d'une autre marque en apportant la preuve que cette peinture est équivalente en tant que tenue dans le temps, robustesse, résistance, tenue des teintes, aspect du fini, opacité, possibilité de lessivage. L'acceptation par le maître d'œuvre des peintures proposées par l'entrepreneur devra faire l'objet d'un accord écrit.

1.2.5 Documents de référence contractuels

1.2.5.1 Généralités

Les « Documents de référence contractuels » applicables aux travaux du présent marché sont notamment les suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive.

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil
- le Code de la construction et de l'habitation
- le Code général des collectivités territoriales
- le Code des communes
- le Code de la santé publique
- le Code de l'environnement
- le Code de l'urbanisme
- le Code rural
- le Code du travail
- tous les autres codes applicables
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental

- la Réglementation sécurité incendie
- la Réglementation accessibilité
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché
- etc.

ainsi que tous les documents énumérés ci-dessous.

1.2.5.2 Dtu et normes dtu

1.2.5.2.1 Dtu et normes dtu sur les peintures

NF DTU 42.1 (P84-404) : Réfection de façades en services par revêtements d'imperméabilité à base de polymères

- NF DTU 42.1 P1-1 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment - Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P84-404-1-1)
- NF DTU 42.1 P1-2 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment - Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P84-404-1-2)
- NF DTU 42.1 P2 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment - Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P84-404-2)

NF DTU 59.1 (P74-201) : Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais ou épais

- NF DTU 59.1 P1-1 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P74-201-1-1)
- NF DTU 59.1 P1-2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P74-201-1-2)
- NF DTU 59.1 P2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P74-201-2)

1.2.5.2.2 Dtu et normes dtu sur le plâtre et assimilés

NF DTU 25.1 (P71-201) : Enduits intérieurs en plâtre

- NF DTU 25.1 P1-1 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Enduits intérieurs en plâtre - Partie 1-1: Cahier des clauses techniques types (CCT) (Indice de classement : P71-201-1-1)
- NF DTU 25.1 P1-2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Enduits intérieurs en plâtre - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P71-201-1-2)
- NF DTU 25.1 P2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Enduits intérieurs en plâtre - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P71-201-2)

NF DTU 25.41 (P72-203) : Ouvrages en plaques de parement en plâtre (plaques à faces cartonnées)

- NF DTU 25.41 P1-1 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages en plaques de plâtre - Plaques à faces cartonnées - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P72-203-1-1)
- NF DTU 25.41 P1-2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages en plaques de plâtre - Plaques à faces cartonnées - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P72-203-1-2)
- NF DTU 25.41 P2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages en plaques de plâtre - Plaques à face cartonnées - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P72-203-2)

1.2.5.2.3 Dtu et normes dtu sur le béton et enduits aux liants hydrauliques

NF DTU 21 (P18-201) : Exécution des ouvrages en béton

- NF DTU 21 P1-1 (juin 2017) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P18-201-1-1)
- NF DTU 21 P1-2 (juin 2017) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P18-201-1-2)
- NF DTU 21 P2 (juin 2017) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales type (Indice de classement : P18-201-2)

DTU 23.1 (P18-210) : Murs en béton banché

- DTU 23.1 (NF P18-210) (mai 1993) : Murs en béton banché - Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P18-210)

NF DTU 26.1 (P15-201) : Travaux d'enduits de mortiers

- NF DTU 26.1 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Travaux d'enduits de mortiers - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P15-201-1-1)
- NF DTU 26.1 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Travaux d'enduits de mortiers - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P15-201-1-2)
- NF DTU 26.1 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Travaux d'enduits de mortiers - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P15-201-2)

1.2.5.3 Normes

1.2.5.3.1 Classification des normes

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale
- NF : norme française
- CEI : norme européenne (Commission Electrotechnique Internationale).

Remarque : l'intégralité des textes des normes citées ci-dessous est disponible auprès de l'AFNOR (www.afnor.fr).

1.2.5.3.2 Normes

- NF ISO 787-17 (T31-223) - février 2003 - Méthodes générales d'essai des pigments et matières de charge - Partie 17 : comparaison du pouvoir éclaircissant des pigments blancs
- NF T30-063 (T30-063) - juillet 1976 - Peintures - Détermination de la compatibilité entre deux couches de peintures
- NF T30-075 (T30-075) - décembre 1981 - Peintures - Détermination du pouvoir masquant
- T30-805 (T30-805) - Avril 15 - Peintures - Guide relatif aux produits de peintures utilisés dans les travaux de peinture du bâtiment
- NF T30-004 (T30-004) - avril 1971 - Peintures - Vocables ou expressions impropres
- T30-081 (T30-081) - novembre 1986 - Peintures et vernis - Appréciation du farinage.
- NF EN ISO 3668 (T30-095) - mai 2003 - Peintures et vernis - Comparaison visuelle de la couleur des peintures
- NF EN ISO 2808 (T30-120) - avril 2007 - Peintures et vernis - Détermination de l'épaisseur du feuil
- NF EN ISO 3248 (T30-059) - mai 2001 - Peintures et vernis - Détermination des effets de la chaleur
- NF T30-608 (T30-608) - Juil. 10 - Peintures et vernis - Enduits de peinture pour travaux intérieurs et/ou extérieurs - Adaptation des enduits de peinture aux nouvelles Normes européennes
- NF EN ISO 4628-6 (T30-071-6) - octobre 2011 - Peintures et vernis - Évaluation de la dégradation des revêtements - Désignation de la quantité et de la dimension des défauts, et de l'intensité des changements uniformes d'aspect - Partie 6 : évaluation du degré de farinage par la méthode du ruban adhésif
- NF EN ISO 4628-7 (T30-071-7) - avril 2004 - Peintures et vernis - Évaluation de la dégradation des revêtements - Désignation de la quantité et de la dimension des défauts, et de l'intensité des changements uniformes d'aspect - Partie 7 : évaluation du degré de farinage selon la méthode du morceau de velours
- NF EN ISO 4628-8 (T30-071-8) - mars 2013 - Peintures et vernis - Évaluation de la dégradation des revêtements - Désignation de la quantité et de la dimension des défauts, et de l'intensité des changements uniformes d'aspect - Partie 8 : évaluation du degré de décollement et de corrosion autour d'une rayure ou d'un autre défaut artificiel
- NF EN 16566 (T30-609) - Juil. 14 - Peintures et vernis - Enduits de peintures pour travaux intérieurs et/ou extérieurs - Adaptation des enduits aux normes européennes
- NF EN ISO 1513 (T30-066) - juillet 2010 - Peintures et vernis - Examen et préparation des échantillons pour essai
- NF T30-124 (T30-124) - décembre 1991 - Peintures et vernis - Mesurage de l'épaisseur du feuil sec - Méthode non destructive à flux magnétique.
- NF EN ISO 1514 (T30-101) - Mai 05 - Peintures et vernis - Panneaux normalisés pour essais
- NF T30-074 (T30-074) - septembre 1990 - Peintures et vernis - Peintures en phase solvant - Détermination des teneurs en liant et en matières pulvérulentes.
- T30-807 (T30-807) - juin 1995 - Peintures et vernis - Peintures pour le bâtiment - Fiche descriptive du produit.
- NF EN 1062-1 (T34-721-1) - octobre 2004 - Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtements pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 1 : classification
- NF EN ISO 2810 (T30-056) - Déc. 04 - Peintures et vernis - Vieillessement naturel des revêtements - Exposition et évaluation
- FD T30-808 (T30-808) - Juil. 16 - Peintures et vernis pour le bâtiment - Guide relatif aux produits et systèmes de peintures pour façades - Revêtements minéraux, revêtements organiques.
- FD T30-805 (T30-805) - Avril 15 - Peintures - Guide relatif aux produits de peintures utilisés dans les travaux de peinture du bâtiment

Systèmes et spécifications des peintures

- NF EN 927-1 (T34-201-1) - Avril 13 Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de peinture pour le bois en extérieur - Partie 1 : classification et sélection
- NF T34-202 (T34-202) - février 1996 Peintures et vernis - Systèmes de peinture pour la protection de la surface du bois - Lasures - Spécifications
- NF EN 1062-11 (T34-721-11) - Nov. 02 Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtement pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 11 : méthodes de conditionnement avant essais
- NF EN 1062-3 (T34-721-3) - Mai 08 Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtements pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 3 : détermination de la perméabilité à l'eau liquide
- NF EN 1062-6 (T34-721-6) - Nov. 02 Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtement pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 6 : détermination de la perméabilité au dioxyde de carbone
- NF EN 1062-7 (T34-721-7) - Août 04 Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtements pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 7 : détermination du comportement à la fissuration
- NF T34-810 (T34-810) - avril 1990 - Peintures et vernis - Spécifications des peintures de finition pour pièces sèches
- NF T34-811 (T34-811) - avril 1990 - Peintures et vernis - Spécifications des peintures de finition pour pièces humides
- NF T34-722 (T34-722) - Mai 15 Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtement pour maçonnerie et béton extérieurs - Classification des revêtements de façade
- NF EN 235 (D63-001) - Fév. 02 - Revêtements muraux - Vocabulaire et symboles
- NF T36-001 (T36-001) - juin 1988 - Peintures - Dictionnaire technique des peintures et des travaux d'application
- NF T36-005 (T36-005) - Juil. 10 - Peintures et vernis - Caractérisation des produits de peintures
- NF EN ISO 9514 (T30-138) - octobre 2005 - Peintures et vernis - Détermination du délai maximal d'utilisation après mélange des systèmes de revêtement multicomposants - Préparation et conditionnement des échantillons et lignes directrices pour les essais
- NF EN ISO 4618 (T36-001) - Nov. 14 Peintures et vernis - Termes et définitions
- T30-806 (T30-806) - Sept. 91 Peintures et vernis - Travaux de peinture des bâtiments - Schéma de contrat d'entretien périodique.
- T72-086 (T72-086) - septembre 1991 - Produits de protection du bois - Lasures - Essai de vieillissement climatique naturel.

1.2.5.4 **Réglementation thermique, acoustique et aération dans les DOM (RTAA DOM 2016)**

Les exigences de la réglementation seront respectées selon les textes suivants :

Réglementation thermique

- Arrêté du 17 avril 2009 modifié définissant les caractéristiques thermiques minimales des bâtiments d'habitation neufs dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de La Réunion
- Arrêté du 11 janvier 2016 modifiant l'arrêté du 17 avril 2009 définissant les caractéristiques thermiques minimales des bâtiments d'habitation neufs dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de La Réunion
- Arrêté du 11 janvier 2016 portant approbation de la méthode de calcul du coefficient de correction de facteur solaire Cm prévue à l'annexe III de l'arrêté du 17 avril 2009 modifié définissant les caractéristiques thermiques minimales des bâtiments d'habitation neufs dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de La Réunion
Production d'eau chaude sanitaire
- Arrêté du 11 janvier 2016 relatif aux communes guyanaises pour lesquelles la production d'eau chaude sanitaire est obligatoire dans les logements neufs en application de l'article R. 162-2 du code de la construction et de l'habitation

Réglementation acoustique

- Arrêté du 17 avril 2009 modifié relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation neufs dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de La Réunion
- Arrêté du 11 janvier 2016 modifiant l'arrêté du 17 avril 2009 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation neufs dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de La Réunion

Réglementation aération

- Arrêté du 17 avril 2009 modifié relatif à l'aération des bâtiments d'habitation neufs dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de La Réunion
- Arrêté du 11 janvier 2016 modifiant l'arrêté du 17 avril 2009 relatif à l'aération des bâtiments d'habitation neufs dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de La Réunion

1.2.5.5 Procédés et produits de techniques non courantes

Pour les Avis Techniques et les procédures ATEX concernant les procédés et produits de techniques non courantes, l'entrepreneur se reportera aux clauses des Documents généraux d'Avis Technique.

1.2.5.6 Règles professionnelles

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse « www.qualiteconstruction.com/c2p » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir pris connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature du marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produits ou procédés devra vérifier, auprès de son Assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, faire part, par écrit au maître d'ouvrage, de l'ouvrage concerné par cette « mise en observation » ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couverts par ses assureurs.

1.2.5.7 Documents du programme rage, pacte et profeel

Afin de respecter les obligations issues du Grenelle de l'Environnement, l'entrepreneur titulaire du présent marché devra impérativement vérifier si les ouvrages qu'il sera amené à mettre en œuvre font l'objet d'une ou plusieurs Recommandations professionnelles RAGE/PACTE/PROFEEL ou d'un ou plusieurs Guide RAGE/PACTE/PROFEEL dont la liste est disponible sur le site www.programmepacte.fr et <https://programmeproofeel.fr>.

Si c'est le cas, il devra impérativement suivre, pour les ouvrages concernés, les prescriptions et les recommandations indiquées dans ces documents.

S'il constate, pour les travaux objet du présent Lot, une impossibilité technique à suivre ces prescriptions, il devra impérativement en faire part par écrit au maître d'œuvre.

1.2.5.8 Réglementations concernant les matériaux et produits

A. Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une « Marque NF », d'un « Label » ou d'une « Certification », l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

1.2.5.9 Réglementation sécurité incendie

L'entrepreneur devra respecter les exigences fixées par la réglementation incendie, notamment la réaction au feu des revêtements de la famille des peintures qui doit respecter les prescriptions des règlements applicables aux différents types de construction.

1.2.5.10 Réglementation accessibilité

Afin de garantir la conformité de l'ouvrage, l'entrepreneur devra respecter la réglementation en vigueur :

Les bâtiments à habitation collectifs et leurs abords (article R111-18 du Code de la Construction et de l'Habitation) ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire déposé à compter du 1er octobre 2019, ainsi que les maisons individuelles nouvellement construites destinées à être louées, mises à dispositions ou être vendues (article R111-18-4 du Code de la Construction et de l'Habitation) doivent être construits et aménagés, pour 20 % d'entre eux, de façon à être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap. Le reste des logements est évolutif, dont la réversibilité des aménagements des pièces composant l'unité de vie pour devenir un logement accessible au sens réglementaire ou adapté aux besoins de l'occupant est possible par le biais de travaux simples. Sont considérés comme simples, les travaux sans incidence sur les éléments de structure, qui ne nécessitent pas d'intervention sur les chutes d'eau, sur les alimentations en fluide et sur les réseaux aérauliques situés à l'intérieur des gaines techniques appartenant aux parties communes du bâtiment, qui ne modifient pas les canalisations d'alimentation en eau, d'évacuation d'eau nécessitant une intervention sur les éléments de structure, qui ne portent pas sur les entrées d'air ou qui ne conduisent pas au déplacement du tableau électrique du logement.

Pour le présent lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par

l'arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, ainsi que l'arrêté du 28 avril 2017 et l'arrêté du 23 mars 2016 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

- dispositions relatives aux cheminements extérieurs,
- dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales des parties communes,
- dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes,
- dispositions relatives aux balcons, terrasses et loggias,
- dispositions relatives à l'adaptabilité de la salle d'eau.

1.2.5.11 **Réglementations concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier**

Pour la réglementation concernant :

- la sécurité et la protection de la santé sur le chantier
- la sécurité des ouvriers contre les chutes
- la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante

l'entrepreneur se reportera aux clauses communes ou clauses générales ainsi qu'à la législation en vigueur.

1.2.5.12 **Réglementations concernant les déchets et les bruits de chantier**

A. Déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

A.1 Principes généraux de prévention et de gestion des déchets

- Articles L541-11 et L541-15-3, R541-13 à R541-27 du Code de l'environnement
- circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics
- circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux
- arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L541-11 du Code de l'environnement
- recommandation T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment.

A.2 Déchets de démolition

- Articles R111-43 à R111-49 du Code de la construction et de l'habitation
- arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments.

A.3 Déchets dangereux

- Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux.

B. Bruits de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- l'article R.1334-36 du Code de la santé publique concernant les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation
 - l'article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :
 - le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements,
 - le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit,
 - les comportements anormalement bruyants.
 - les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux.
 - le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage
 - l'arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage.
- Les entreprises devront respecter ces textes pour les travaux pouvant être concernés.
- Articles R1336-1 à R1336-11 du Code de la santé publique.

B.1 Réglementation concernant les matériels de chantier

Les engins de chantiers sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores que l'entreprise du présent Lot sera tenue de respecter :

- Articles R571-1 à R571-97, R572-1 à R572-3 du Code de l'environnement
- directive européenne 2000/14/CE concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores »
- arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments
- arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

1.3 **Ouvrages**

1.3.1 **Généralités**

1.3.1.1 **Installation de chantier**

1.3.1.2 **Études d'exécution et DOE**

Attestation de conformité des installations établie par un organisme contrôleur agréé CONSUEL.

1.3.2 **Dépose**

1.3.2.1 **Dépose de l'existant**

Dépose et évacuation en décharge agréée des éléments existants:
- cloisons

- portes, y compris portes double coupe-feu
- faux-plafonds
- revêtements de sol (voir plan)
- revêtements de mur
- WC
- Lavabo
- Douche
- Gaine

Localisation : Zones concernées par les travaux (voir plan)

1.3.3 Reprise de béton

1.3.3.1 **Mise en oeuvre de la reprise de béton**

Travaux de reprise de béton en extérieur sur zones dégradées (poteaux, voiles, seuils, dalles, marches...), comprenant :
Reprise :

- Application d'un primaire d'accrochage adapté,
- Réalisation des réparations en mortier de réparation structural ou non structural selon épaisseur,
- Reprofilage soigné des arêtes et surfaces visibles,
- Finition talochée ou lissée selon contexte, passivation des armatures lorsque les aciers sont apparents

Localisation : Zones concernées par les travaux (voir plan)

1.3.4 **Cloisons**

1.3.4.1 **Cloisons plaques de plâtre**

1.3.4.1.1 **Cloisons séparatives avec 2 x 2 plaques de plâtre BA13**

Fourniture et pose des cloisons en plaques de plâtre composées de:

Épaisseur totale de la cloison : selon plan

nombre et épaisseur des plaques par parement : 2 x 13 par parement

espace entre parements : selon plan

-type de plaques : BA13 standard

-montant d'ossature : M48/35 ou M48/50

-profilé de jonction avec les supports : monorail R70 ou cornière L23/28

-isolation acoustique (avec laine minérale 60 mm ou 2 X 30 mm) : 56 dB.

hauteur maximale : 2,80 m avec montant M48/50

Localisation : Salles de cours zone 1 et 2 + sanitaire

1.3.4.2 **Cloisons amovibles vitrées**

1.3.4.2.1 **Cloisons amovibles en aluminium vitrées + allège H= 1.30 m**

Fourniture et pose de cloisons amovibles en aluminium vitrées avec allège pleine du sol (à 1300) réalisée en panneau BF 13 ou mélaminé de 12mm sur les 2 faces, double vitrage clair de 8 mm d'épaisseur feuilleté isolé de l'ossature par joint antivibratoire.

-Les vitrages 33/2 et/ou 44/2 en double vitrage (sur 2 faces) : par défaut les cloisons vitrées sont en double vitrage avec 2 verres feuilletés 33/2.

-Épaisseur possible : 40 mm, 60 mm, 78/79 mm et 100 mm,

-Une isolation supérieure des cloisons et une meilleure performance acoustique peuvent-être réalisées avec la mise en place de plaques de bitume.

-Isolation acoustique de RW 33dB en simple à 39dB* en double vitrage.

-Ossature tubulaire en aluminium laqué offrant un large choix de finitions

-Couleur RAL standard : Blanc, Alu anodisé (brillant), Alu anodisé (mat), Noir 100 sablé (voir délai pour autres couleurs)

-Classement M0 (incombustible),

-Cloison amovible totalement conformément à la norme NF P 24-802-1.

-sérigraphie par bande de 50 mm de hauteur à 1.30 m et 1.80 m du sol pour repérage,

Localisation : Séparation coursive / salle de cours

1.3.4.3 **Dépose et remplacement d'un coffre de descente d'eau glacée et usées**

1.3.4.3.1 **Coffre en plaque de plâtre hydrofuges**

Fourniture et mise en œuvre d'un coffre en plaques de plâtre hydrofuges (type Placo® Hydro ou équivalent) pour l'habillage de descente d'eaux usées (EU), comprenant :

Habillage par plaques de plâtre hydrofuges vissées sur ossature,

Traitement des joints par bandes et enduit

Pose d'une trappe de visite si exigée pour entretien ou accès à la colonne,

Localisation : Escalier près des sanitaires

1.3.5 **Coupe feu**

1.3.5.1 **Fourniture et pose de porte alu vitrée de sécurité avec barre antipanique et oculus**

Remplacement de 1 porte de sécurité d'un ensemble double porte en alu avec imposte fixe vitrée supérieure, conforme NF EN 14351-1 (menuiseries extérieures) et NF EN 1125 (issues de secours)

Dormant + ouvrants : profilés aluminium, avec rupture de pont thermique si exigée ; renforts pour usage intensif.

Imposte vitrée : cadre alu assorti, vitrage feuilleté de sécurité (mini 44.2) ou selon CCTP ; barrette de séparation soignée (traverse haute du châssis).

Vitrages des vantaux : feuilleté de sécurité clair (mini 44.2) ; options retardateur d'effraction/contrôle solaire/coupe-feu selon plans.

Quincaillerie :

Barres antipanique certifiées NF sur les deux vantaux,

Crémones haut/bas pour vantail semi-fixe,

Serrure 3 points sur vantail principal,

Deux ferme-portes hydrauliques réglables (un par vantail), paumelles/pivots renforcés.

Seuil : plat alu = 2 cm, conforme PMR.

Étanchéité : joints périphériques, mastic silicone sur tableaux et appuis.

Pose : calage, fixation mécanique/chimique, réglages, essais d'ouverture/fermeture et déclenchement barre anti-paniques, contrôle d'étanchéité.

Nettoyage & protections de fin de chantier.

Localisation : *Coursive, porte menant à l'extérieur (voir plan)*

1.3.5.2 Bloc-portes CF RDC (Option 1)

Remplacement de 1 portes coupe-feu double en bois au RDC. Les finitions de raccords (colle, enduit etc...) seront réputées comprises dans la prestation.

Le bloc-portes doit être de degrés coupe-feu 1/2h et seront en finition prépeinte.

Bloc-portes CF 1/2h - 2 vantaux va-et-vient

Largeur vanteux: 90cm (conforme aux règlements sur le handicap)

Hauteur: 210cm (Les dimensions doivent être confirmées sur place)

Quincaillerie

Ferme porte

Butées de porte en acier inox avec élastomère, à visser par cheville auto-foreuse.

Y compris oculus

Localisation : *la localisation sera précisée à l'entreprise lors de la visite d'appel d'offre*

1.3.5.3 Bloc-portes CF R+1

Remplacement de 2 portes coupe-feu double en bois au R+1. Les finitions de raccords (colle, enduit etc...) seront réputées comprises dans la prestation.

Le bloc-portes doit être de degrés coupe-feu 1/2h et seront en finition prépeinte.

Bloc-portes CF 1/2h - 2 vantaux va-et-vient

Largeur vanteux: 90cm (conforme aux règlements sur le handicap)

Hauteur: 210cm (Les dimensions doivent être confirmées sur place)

Quincaillerie

Ferme porte

Butées de porte en acier inox avec élastomère, à visser par cheville auto-foreuse.

Y compris oculus

Localisation : *la localisation sera précisée à l'entreprise lors de la visite d'appel d'offre*

1.3.5.4 Bloc-portes CF R+2 (Option 1)

Remplacement de 1 portes coupe-feu double en bois au R+2. Les finitions de raccords (colle, enduit etc...) seront réputées comprises dans la prestation.

Le bloc-portes doit être de degrés coupe-feu 1/2h et seront en finition prépeinte.

Bloc-portes CF 1/2h - 2 vantaux va-et-vient

Largeur vanteux: 90cm (conforme aux règlements sur le handicap)

Hauteur: 210cm (Les dimensions doivent être confirmées sur place)

Quincaillerie

Ferme porte

Butées de porte en acier inox avec élastomère, à visser par cheville auto-foreuse.

Y compris oculus

Localisation : *la localisation sera précisée à l'entreprise lors de la visite d'appel d'offre*

1.3.5.5 Bloc-portes CF accès escalier

Remplacement de 1 portes coupe-feu simple en bois au RDJ. Les finitions de raccords (colle, enduit etc...) seront réputées comprises dans la prestation.

Le bloc-portes doit être de degrés coupe-feu 1/2h et seront en finition prépeinte.

Bloc-portes CF 1/2h - 1 vantaux

Largeur vanteux: 90cm (conforme aux règlements sur le handicap)

Hauteur: 210cm (Les dimensions doivent être confirmées sur place)

Quincaillerie

Ferme porte

Butées de porte en acier inox avec élastomère, à visser par cheville auto-foreuse.

Y compris barre anti-panique

Localisation : *Escalier menant au REZ DE CHAUSSEE près des sanitaires.*

1.3.6 Menuiseries alu

1.3.6.1 Portes aluminium

1.3.6.1.1 Portes en aluminium avec vitrage

Fourniture et pose de portes vitrées 1 vantail en profilés d'aluminium à rupture de pont thermique thermo laqué de 90 x 2.10, y compris double vitrage 44.2/16/44.2. Ensemble comprenant :

- cadre dormant en profilés d'aluminium à rupture de pont thermique thermo laqué de couleur blanc,
- ouvrant en profilés d'aluminium à rupture de pont thermique thermo laqué sans traverse intermédiaire,
- simple vitrage 44.2/16/44.2,
- équipée de 4 paumelles dont 2 en partie haute,
- coloris vitrage identique à l'existant,
- serrure à un point de fermeture,
- bâton de maréchal,
- sérigraphie par bande de 30 mm de hauteur à 1.30 m et 1.60 m du sol pour repérage,
- Groom.

Localisation : Séparation entre les 2 salle de cours/rangement et la coursive

1.3.6.2 Plaques signalétiques

1.3.6.2.1 Plaques signalétiques

Plaques signalétiques pour nommage des sanitaires en PVC transparent

1.3.7 Menuiseries PVC

1.3.7.1 Porte en PVC

1.3.7.1.1 Fourniture et pose de porte en PVC 400x2100

Fourniture et mise en œuvre d'une porte en PVC réalisée selon les plans d'exécution, comprenant :

Structure : dormant et ouvrant en profilés PVC multi-chambres renforcés par armatures acier galvanisé, coloris blanc ou teinte dans la masse / plaxée (selon plan),

Dimensions : 400x2400 et sens d'ouverture conformes au plan et aux prescriptions,

Localisation : Coursive (voir plan)

1.3.7.1.2 Fourniture et pose de porte en PVC 1600x2100

Dimensions : 1600x2100 et sens d'ouverture conformes au plan et aux prescriptions,

Localisation : Coursive (voir plan)

1.3.7.1.3 Fourniture et pose de porte en PVC 900x2100

Dimensions : 900x2100 et sens d'ouverture conformes au plan et aux prescriptions,

Localisation : Coursive (voir plan)

1.3.7.1.2 Fourniture et pose de porte en PVC 1400x2100

Dimensions : 1400x2100 et sens d'ouverture conformes au plan et aux prescriptions,

Localisation : Coursive (voir plan)

1.3.8 Menuiseries bois

1.3.8.1 Dépose des portes bois sur coursive

1.3.8.1.1 Dépose de l'existant

Dépose et évacuation en décharge agréé des éléments existants:

- Porte de gaine technique

Localisation : Zones concernées par les travaux (voir plan)

1.3.8.2 Bloc-portes CF

Remplacement de 1 portes coupe-feu double en bois dans le couloir. Les finitions de raccords (colle, enduit etc...) seront réputées comprises dans la prestation.

Le bloc-portes doit être de degrés coupe-feu 2h et seront en finition prépeinte.

Bloc-portes CF 2h - 2 vantaux va-et-vient

Largeur vantaux: 90cm (conforme aux règlements sur le handicap)

Hauteur: 210cm (Les dimensions doivent être confirmées sur place)

Quincaillerie

Ferme porte

Butées de porte en acier inox avec élastomère, à visser par cheville auto-foreuse.

Y compris barre anti-panique

Localisation : *Salle d'archive*

1.3.8.3 **Fourniture et pose de porte bois isoplane à âme pleine**

Fourniture et mise en œuvre d'une porte intérieure isoplane en bois, comprenant :

Ouvrant : âme pleine , revêtement panneau MDF ou contreplaqué, finition pré-peinte ou à peindre,
Bâti / huisserie : bois massif ou MDF, section adaptée à l'épaisseur de cloison, prépeint ou brut à peindre,
Quincaillerie : paumelles, serrure à bec-de-cane ou à clé, poignée, rosace, butée de porte,
Finition : prêt à peindre ou selon teinte demandée,
Pose complète avec réglage, calage, fixation au mur,
Raccordement soigné aux finitions existantes,
Nettoyage en fin de chantier et enlèvement des protections,

Localisation : *Rangement salle de classe (Zone 1), entre les 2 salles de classe (Zone 1 et 2) et nouveau sanitaire (voir plan)*

1.3.8.4 **Remise en état porte extérieur et sanitaire**

Travaux de remise en état d'une porte en bois située en extérieur, comprenant :

Préparation :

- Dépose des quincailleries si nécessaire (poignée, serrure, paumelles),
- Ponçage ou décapage complet des surfaces peintes ou vernies,

Nettoyage et dépeussierage.

Réparations :

Rebouchage des fissures ou éclats au mastic bois,
Remplacement éventuel de petites parties de bois endommagées (greffe ou pâte à bois),
Vérification de l'huisserie et remise en état localisée si besoin.

Traitement et protection :

Application d'un traitement fongicide et insecticide préventif,
Impression (sous-couche) adaptée,
Finition : 2 couches de peinture microporeuse ou lasure haute résistance spéciale extérieur.

Quincaillerie :

Nettoyage, graissage et repose des ferrures,
Remplacement ponctuel si défectueuses (serrure, cylindre, paumelles).

Finitions :

Raccords propres en périphérie,
Nettoyage de fin de chantier et évacuation des déchets.

Localisation : *Porte bois extérieur et porte sanitaire*

1.3.9 **Faux-plafond**

1.3.9.1 **Faux-plafond démontable dalle minérale 60x60**

Fourniture et pose de dalles de faux-plafond sur ossature semi-apparente. Les dalles seront de 60 x 60 et d'épaisseur 22mm de type Tonga A22 42db ou techniquement similaire.

Faux-plafond à reprendre dans la coursive de la zone 1
Faux-plafond à créer dans la coursive de la zone 2

Intégration des éléments électriques par l'électricien.

Hauteur de pose à déterminer.

Localisation : *Salles de cours zone 1 et 2*

1.3.9.2 **Fourniture et pose de faux plafond démontable en dalles métalliques**

Fourniture et mise en œuvre d'un faux plafond démontable constitué de dalles métalliques (acier ou aluminium) laquées ou peintes
Structure porteuse : ossature apparente ou semi-apparente en profilés aluminium ou acier galvanisé, finition laquée blanche ou selon teinte demandée,

Suspentes : réglables, fixées mécaniquement au support (dalle béton, charpente, poutre),

Dalles :

Métal perforé ou plein selon prescription,

Finition laquée polyester ou poudre époxy,

Éventuellement avec laine minérale ou isolant acoustique en sous-face,

Pose : alignement, réglage de niveau, découpe pour passage de luminaires, bouches de ventilation et autres équipements,

Localisation : *Coursive*

1.3.9.3 **Fourniture et pose de faux plafond en lames PVC posées à l'horizontale**

Fourniture et mise en œuvre d'un faux plafond en lames PVC à poser à l'horizontale, comprenant :

Lames PVC : largeur et teinte selon plan (blanc ou imitation bois), assemblage par rainure et languette, classement feu M1 ou M2,

Structure porteuse : ossature métallique galvanisée (rails et suspentes) ou tasseaux traités, fixation mécanique au support,

Pose :

Fixation des lames sur l'ossature avec clips ou vis inox,

Alignement et réglage de niveau,

Découpe pour intégration des luminaires, bouches de ventilation et trappes,

Localisation : *Escalier près des sanitaires*

1.3.10 Revêtement de sol

1.3.10.1 Revêtement en sol souple

Fourniture et pose d'un revêtement de sol souple en rouleau à base de polychlorure de vinyle comprenant :

- Plinthes assorties
- Marquage CE obligatoire et fourniture conforme à la norme EN 14041
- Classe d'usage commerciale ISO 10 874 :31 modéré ou usage résidentiel ISO 10 874 : 23 intense
- Epaisseur mini : 2.5mm
- Stabilité dimensionnelle : 0.4%
- Résistance à la glissance selon DIN 51120 : R10
- Réaction au feu selon EN 13501-1 : Cfl-s1
- Poinçonnement rémanent : 0.35mm
- Ragréage et/ou ponçage de toute la surface
- Pose à la colle

Localisation : Salles de cours zone 1 & 2

1.3.10.2 Carrelage grès cérame R10 (salles d'eau) - pose collée sols et murs

Caractéristiques des carreaux :

- Calepinage : au choix de l'architecte et/ou du maître d'oeuvre sur proposition de l'entreprise
- Classement UPEC minimal : U4P4E3C2
- Classement antidérapant : R10
- Dimensions minimales : 450x450x8 mm.
- Couleurs : 2 couleurs minimum à proposer.
- Couleur des joints : blanc ou gris

Localisation : Salles d'eau et WC

1.3.11 Peinture

1.3.11.1 Peinture de bloc-porte isoplanes simple

Teinte : à confirmer par le maître d'ouvrage

Localisation :

1.3.11.2 Peinture intérieure

Peinture appliquée sur surfaces intérieurs des nouvelles cloisons en plaques de plâtre et surface intérieures des salles de cours

- Travaux préparatoires :
 - époussetage
 - couche d'impression
- Couche intermédiaire
- Révision
- Couche de finition

Teinte : à confirmer par le maître d'ouvrage

Localisation : Dans les salles de classe et rangement

1.3.11.3 Peinture extérieure

Localisation : Coursives et extérieur coté sanitaire sur 3m de hauteur

1.3.11.4 Peinture extérieurs sous dalles

Peinture appliquée sur surfaces extérieurs sous dalles des coursives

- Travaux préparatoires :
 - époussetage
 - couche d'impression
- Couche intermédiaire
- Révision
- Couche de finition

Teinte : à confirmer par le maître d'ouvrage

Localisation : Coursives

1.3.11.5 Peinture sous dalles zones humides

Peinture appliquée sur surfaces des zones humides sous dalles des sanitaires

- Travaux préparatoires :
 - époussetage
 - couche d'impression
- Couche intermédiaire
- Révision
- Couche de finition

Teinte : à confirmer par le maître d'ouvrage

Localisation : Sanitaire

1.3.12 **Plomberie**

1.3.12.1 **Dépose et remplacement de canalisations d'évacuation existantes près de l'escalier des sanitaires**

Dépose complète de canalisations d'évacuation existantes (EU, EV ou EP) dans le coffre verticales de l'escalier, en PVC, comprenant :
Démontage soigné des tuyaux, coudes, culottes, embranchements et accessoires,
Sciage ou découpe propre des éléments à déposer,
Obturation temporaire des sections ouvertes si nécessaire,
Tri, évacuation et mise en décharge des déchets conformément à la réglementation en vigueur,
Nettoyage de la zone après intervention,

1.3.12.1.1

1.3.12.2 **Remplacement des WC**

Remplacement complète des WC (cuvette, réservoir ou bâti-support, abattant), après dépose temporaire, comprenant :

Nettoyage et vérification de l'état des éléments réutilisés,
Fourniture et remplacement des joints, fixations et visserie si nécessaire,
Raccordement à l'évacuation (culotte de raccordement ou pipe souple),
Raccordement à l'alimentation en eau avec joint neuf,
Réglage de niveau et fixation au sol ou sur bâti-support,
Remplacement de l'abattant et des accessoires,

Localisation : Sanitaires

1.3.12.2.1

1.3.12.3 **Ensemble complet cuvette et réservoir de chasse**

- Cuvette de W-C en céramique sanitaire avec réservoir de chasse
- appareil comportant les percements pour abattant
- à sortie cachée ou sortie apparente droite ou orientable en fonction de la disposition de la chute E.V.
- raccordement sur chute E.V. avec tous accessoires, pipe droite ou orientable, façon du joint sur chute, etc.
- réservoir livré avec tous ses équipements :
 - robinet d'alimentation silencieux NF classe acoustique 1,
 - soupape de chasse interrompable à tirette ou poussoir,
 - robinet d'arrêt d'équerre, et tubulure d'alimentation s'il y a lieu
- abattant double de modèle correspondant à la finition de la cuvette réservoir et/ou à la ligne céramique.

1.3.12.3.1 **Ensemble cuvette réservoir courant, modèle « économique »**

- À réservoir attenant en PVC
- cuvette fixée au sol

Localisation : Sanitaires

1.3.12.4 **Dépose et remplacement lavabo double**

Remplacement complète de 1 double lavabo existant, comprenant :
Nettoyage préalable des pièces,
Fourniture et remplacement des joints, chevilles, visserie si nécessaire,
Fixation murale ou sur jambage, réglage de niveau,
Raccordement à l'alimentation eau chaude et eau froide avec flexibles et joints neufs,
Raccordement à l'évacuation avec siphon et joints neufs,

Localisation : Sanitaires

1.3.12.4.1

1.3.12.5 **Dépose et remplacement d'un lavabo double en un lavabo simple**

Remplacement complète de 1 lavabo, comprenant :
Nettoyage préalable des pièces,
Fourniture et remplacement des joints, chevilles, visserie si nécessaire,
Fixation murale ou sur jambage, réglage de niveau,
Raccordement à l'alimentation eau chaude et eau froide avec flexibles et joints neufs,
Raccordement à l'évacuation avec siphon et joints neufs,

Localisation : Sanitaires

1.3.12.5.1

1.3.12.6 **Fourniture et pose de système VMC autoréglable**

Fourniture et mise en œuvre d'un système de ventilation mécanique contrôlée autoréglable, comprenant :
Caisson VMC : simple flux, caisson acoustique en tôle galvanisée ou composite, moteur basse consommation, monté en combles, local technique ou faux plafond,
Bouches d'extraction : cuisine, salle de bains, WC, débit fixe selon pièces, avec manchettes souples de raccordement,

Conduits : conduits souples ou rigides isolés (diamètre adapté), gaines PE ou aluminium selon usage,
Réseau : piquages, culottes, colliers, manchettes et accessoires de fixation,
Sortie toiture : chapeau ou lanterneau avec étanchéité soignée,
Raccordement électrique : alimentation, disjoncteur, commande si nécessaire,
Mise en service : réglage des débits, essais de fonctionnement,
Nettoyage et enlèvement des déchets,

1.3.12.6.1

Localisation : Sanitaire

1.3.13 Nettoyage de fin de chantier

1.3.13.1 Nettoyage général

Nettoyage complet des zones de travaux comprenant :

- Balayage de tous les locaux et coursives
- Lavage, nettoyage de tous les sols autres avec récurage soigné, y compris plinthes
- Nettoyage des appareils sanitaires et robinetterie, miroirs
- Nettoyage des appareils électriques, interrupteur, porte de tableau électrique
- Nettoyages des menuiseries, vitrages, volets, portes etc... (intérieur et extérieur), compris quincaillerie, pènes,...
- Nettoyage et lavage parfait aux 2 faces des vitrages de toutes ses menuiseries
- Nettoyage des garde-corps
- Tout autre équipements intérieurs et extérieurs des locaux
- Enlèvement éventuel des films de protection des châssis de menuiserie et petits gravois de fin chantier (intérieur et extérieur)
- Nettoyage de toutes tâches de peinture, plâtre, ciment si nécessaire
- Nettoyage des extérieurs : ramassage des déchets, balayage
- Nettoyage des portail, portes de gaines techniques, garde-corps, rampes et mains courantes..

Localisation : Zones concernées par les travaux